

I- POURQUOI ALLER VERS ?

Les démarches dites « aller vers » se multiplient assez intensément ces dernières années et il nous semble nécessaire d'en dire quelques mots pour mieux cerner les enjeux qui les entourent.

Car d'abord pourquoi aller vers les habitants ?

Il nous faut rappeler ici que ces démarches naissent historiquement de la nécessité de toucher les publics les plus vulnérables et les plus en danger, qui vivent en partie dans la rue, et pour lesquels il s'avère indispensable de se déplacer soi-même. Qu'il s'agisse d'empêcher certains de mourir de froid ou d'une overdose, le travail social invente puis réinvente l'action de rue qui conduit professionnels et bénévoles à aller à la rencontre des publics, où ils sont et tels qu'ils sont. Ce terme est donc initialement réservé à des publics jugés « inatteignables » par les formes classiques de l'action sociale.

Or, progressivement, « l'aller vers » va se déplacer et d'une certaine manière va « coloniser » l'ensemble du travail social, pour désigner un ensemble de pratiques désormais destinées à un public extrêmement large. Il semble intéressant de proposer ici quelques explications concernant ce phénomène, qui se présente en premier lieu comme une réponse à la très nette dégradation de la fréquentation des dispositifs et des équipements traditionnels de l'action sociale et socio-culturelle.

Voici [une des premières références google](#) au terme « Aller vers ».



La petite révolution du "aller vers"

20.03.2019 | Action sociale | tsa-quotidien.fr



Le travail social sortirait-il de l'invisibilité ? Pour la deuxième année consécutive, la journée mondiale du travail social, le 19 mars, a donné lieu en France à un événement officiel, parrainé par l'Assemblée nationale. A l'initiative de la députée Brigitte Bourguignon, présidente de la commission des affaires sociales et du Haut conseil du travail social (HCTS), un après-midi de réflexion a été organisé sous les ors de la République. Le thème ? "L'aller vers, un enjeu de cohésion sociale".

Armada bureaucratique

Est-ce vraiment nouveau ? Pas vraiment, à en croire le sociologue de la DGCS Cyprien Avenel : "Aller vers renvoie au cœur de métier du travail social." Et pourtant, en dehors de la prévention spécialisée ou des maraudes, nous ne sommes plus habitués à ce positionnement. En cause, l'enfermement dans des logiques institutionnelles et bureaucratiques. "Les institutions ont créé de la distance entre travailleurs sociaux et personnes en grande difficulté", estime Cyprien Avenel. Aujourd'hui, le contexte est singulier avec une frange non négligeable de la population qui n'accède plus aux services et aux prestations (non-recours). Cette situation bouscule singulièrement la conception universelle de la protection sociale. Il faut sortir d'une approche essentiellement curative, mais ce n'est pas simple. Toute une armada bureaucratique s'est mise en place, si bien que les professionnels "passent plus de temps à gérer la complexité bureaucratique qu'à être avec les autres."

Se tourner vers le territoire

Alors que recouvre exactement cette notion d'"aller vers" ? Selon Cyprien Avenel, il faut cumuler deux dimensions : avoir une mobilité physique et adopter une posture relationnelle sans émettre de jugement sur la personne. Le défi est compliqué : il faut aller vers la personne même quand elle ne le demande pas, tout en respectant son libre-arbitre. Le "aller vers" conduit à se tourner vers le territoire. Le terme n'est pas employé, mais on s'inscrit dans une démarche de développement social. Cette petite révolution du travail social suppose de vrais changements en termes de formation des professionnels et d'organisation interne. Attention, avertit Cyprien Avenel, à "ne pas faire reposer l'ensemble du système sur les seuls travailleurs sociaux".

Equipe juridique mobile...

Sur le terrain, les initiatives se multiplient pour mettre en musique le "aller vers". A Grenoble, la mairie et le CCAS ont mis en place une équipe juridique mobile (lire également notre article) pour faire respecter le droit au logement et à l'hébergement (Dalo et Daho). Elle comprend deux juristes, une écrivaine publique, une travailleuse sociale et une travailleuse pair, bénéficiant du soutien de la Fondation Abbé Pierre et de l'ordre des avocats. Cette équipe a pour mission d'aller jusqu'à la production de contentieux.

... Ehpad à domicile...

En région parisienne, la Croix rouge a mis en place un Ehpad à domicile. Il s'agit de répondre au souhait de 90 % des personnes âgées de rester à leur domicile en organisant des services de maintien à domicile. Il faut donc qu'une intervention au domicile de la personne soit possible 24 h sur 24. L'expérimentation concerne une vingtaine de personnes. L'Ehpad réserve trois lits pour de l'accueil passager.

... et Promeneurs du Net

Autre initiative : les Promeneurs du Net (lire notre reportage). Par une immersion dans l'univers du numérique, des travailleurs sociaux essayent de toucher des nouveaux publics présents sur les réseaux sociaux et les ramener vers "la vraie vie". En Seine-Saint-Denis, l'expérience conduite depuis 2017 a permis de toucher 800 jeunes.

Une philosophie d'action, pas un dispositif

Pour autant, cette notion d'aller vers ne va pas de soi. Carole Le Floch, membre du Haut conseil du travail social au titre des personnes accompagnées, demande aux travailleurs sociaux comment ils vont mettre en pratique cette nouvelle démarche. "Avant d'aller vers, avertit-elle, réfléchissez bien à ce que vous allez proposer. Parfois, nous n'en voulons pas de vos aides sociales." Vice-présidente du HCTS, Marie-Paule Cols espère que "le aller vers ne va pas être un dispositif de plus, mais rester une philosophie d'action".

TABLE DES MATIERES

Une notion qui s'institutionnalise	2
Quelques obstacles répertoriés à la participation	5
1. Des équipements de proximité qui s'éloignent de la population	6
Années 70 et 80.....	6
La politique de la ville.....	7
La fin des équilibres ?	8
2. Des publics qui n'y croient plus.....	9
3. Les épreuves ordinaires de la participation	10
La pertinence.....	10
L'emplacement de la rencontre.	11
L'encadrement de la rencontre.....	11
Accueillir le dérangement de l'autre.....	11

Les centres sociaux offrent le plus souvent des programmes en réponse à des attentes et des demandes identifiées. Or cette logique semble donner des résultats de plus en plus aléatoires, tant du point de vue quantitatif car on assiste à des baisses de fréquentation, que d'un point de vue qualitatif car on retrouve de plus en plus dans ces structures un public de consommateurs de services d'une part (qui ne vit pas dans le centre et n'en n'a que l'usage), et un autre public qui cherche simplement à tromper sa solitude.

L'image du centre social est globalement confuse, par l'interprétation même du terme « social » qui renvoie exclusivement et pour beaucoup de gens, aux difficultés sociales. Pour d'autres le centre social se résume à un lieu pour enfants auquel se greffent quelques activités annexes pour vieilles personnes, un services de garde pour parents pressés ou encore de consommation culturelle à cout réduit.

Fondées à tort ou à raison, ces images nuisent.

Elles ne sont malheureusement pas toujours infondées : le centre de loisir et l'accompagnement scolaire sont souvent le cœur de l'activité et beaucoup de structures accueillent des groupes bénévoles qui se composent d'un public majoritairement âgé, pour partie précaire (dans les quartiers populaires), souvent féminin.

La présence de ce public homogène peut aisément renforcer les stéréotypes et constituer un « repoussoir » pour de nombreux habitants.

C'est entre autre pour « casser ce cercle vicieux » que l'on peut envisager le travail dans l'espace public comme une option intéressante à explorer. Elle vise à créer de nouvelles alliances pour « sortir d'un enfermement » : ici ce terme s'envisage de manière littérale (sortir des lieux) et de manière plus extensive (éviter une trop grande homogénéité du public). Il s'agit ainsi « d'élargir les surfaces de contact » afin de nouer des relations avec une partie de la population qui n'est pas spécialement en demande mais qui peut offrir des ressources nouvelles, notamment de la diversité sociale, culturelle, générationnelle.

Or, pour toucher des individus, des habitants qui « n'ont besoin de rien » ou, tout du moins, qui n'ont apparemment pas besoin de l'offre de la structure, nous posons la nécessité d'aller vers les gens, de déplacer les seuils de la rencontre et, d'une certaine manière « de faire l'effort pour les deux (parties prenantes) ».

Pour comprendre comment nous en arrivons là, nous pouvons nous intéresser à la manière dont les centres sociaux ont vu évoluer leurs missions et la manière dont ils ont été perçus par les habitants.

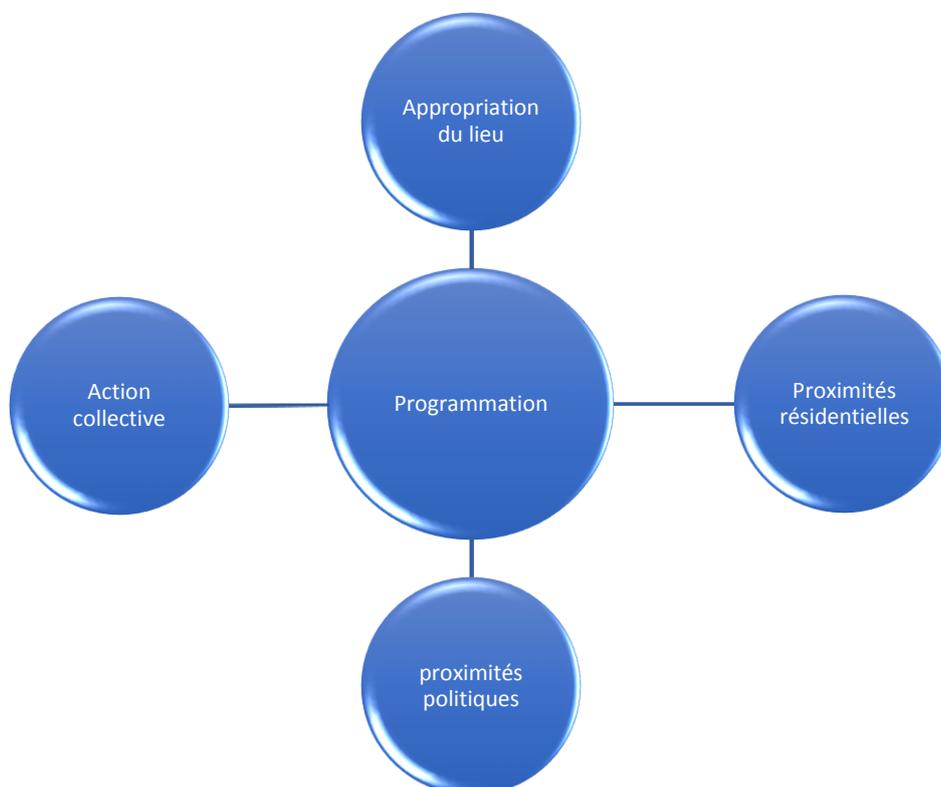
1. DES EQUIPEMENTS DE PROXIMITE QUI S'ÉLOIGNENT DE LA POPULATION

ANNEES 70 ET 80

Nous sommes dans une phase pour laquelle on trouve différentes formes de proximité avec la population. D'une part le centre social est régulièrement ouvert les soirs et le weekend, notamment pour organiser des soirées, des fêtes. C'est un joyeux bazar et il faut bien évidemment gérer les débordements mais une partie des centres sont vivants et investis.

On trouve par ailleurs des proximités résidentielles puisqu'un certain nombre de classes moyennes vivent dans les quartiers populaires et, parmi eux, des travailleurs sociaux ou des enseignants. On trouve enfin des proximités politiques puisque beaucoup d'animateurs et d'animatrice s'engagent dans l'animation par empathie, goût de la relation avec les classes populaires, et par convictions politiques.

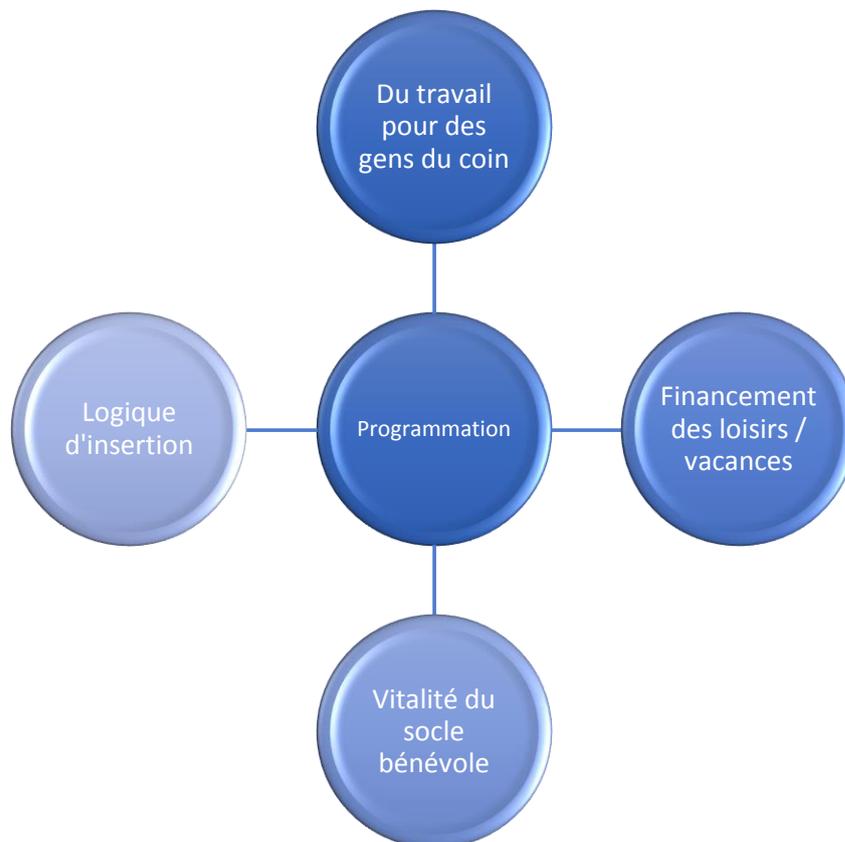
Il y a là une certaine idée de la vocation, comme on pourrait la retrouver aujourd'hui dans la jeunesse vis-à-vis des projets de solidarité internationale ou d'écologie concrète. Il y a enfin une culture de l'action collective qui est défendue (dans les formations, et par les tutelles notamment la CAF), à travers laquelle l'action sociale s'enclenche nécessairement par la création de collectifs d'habitants. Le tout étant financé sans difficulté par des budgets de fonctionnement : on laisse les équipes faire sans trop chercher à évaluer les résultats.



Dans les années 80 et 90 on va demander aux animateurs socio-culturels de passer de l'action collective à un travail d'insertion individuelle, ce qui aboutit à une programmation plus ciblée sur les difficultés sociales et les handicaps (sociaux, scolaires, économiques).

On observe par ailleurs un surcroît de financement pour les vacances des jeunes du quartier et des emplois leurs sont réservés (la logique des « grands frères » en fait partie). Progressivement, la professionnalisation et le financement des équipements va conduire à ce que les équipes se « fonctionnarisent ». Les centres sont rarement ouverts le soir et le week-end, on ne peut plus en avoir un usage à titre privé

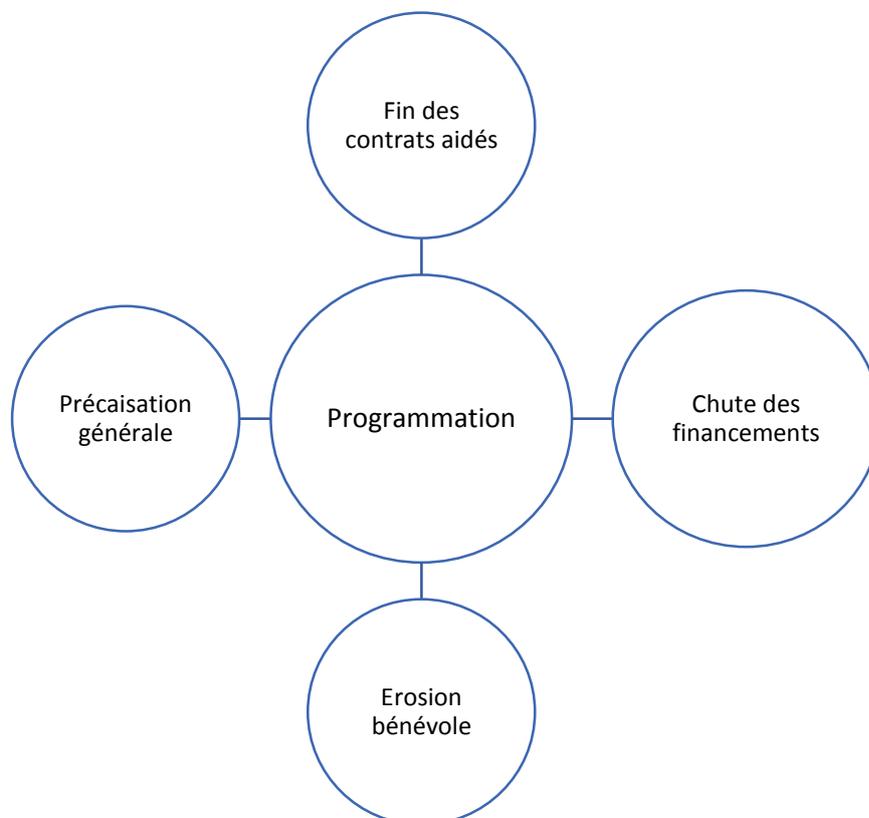
Le centre social devient un support d'insertion économique et c'est davantage à travers leurs moyens que les centres déploient leur légitimité. On a cependant encore à cette époque un socle bénévole qui reste relativement actif et diversifié.



LA FIN DES EQUILIBRES ?

Dans les années 2000, on va accentuer encore la dimension programmatique avec de nouveaux contrats qui permettent d'augmenter la masse salariale et les missions des centres sociaux. Mais on va paradoxalement perdre progressivement les moyens financiers qui vont avec : on va arrêter de financer de manière généreuse les loisirs des jeunes, on va arrêter d'embaucher en masse. Les équipements se mettent à souffrir d'un sous-financement chronique. Le socle bénévole va se restreindre.

En l'espace de 30 ans le centre social ne constitue plus une ressource tangible pour un territoire. Qu'il s'agisse du lien entre les équipes et la population, de l'ouverture du lieu, du financement des loisirs ou de l'obtention de postes et de places. Tout ce qui permettait de faire de la logique programmatique un modèle cohérent, articulé à des bénéfices affectifs ou matériels, a disparu. C'est dans ce contexte que sont remises en cause les logiques de projet, de programmes et c'est pour essayer de faire une transition vers d'autres modèles que sont sollicités un certain nombre de notions, de méthodes et d'approches en termes de participation.



2. DES PUBLICS QUI N'Y CROIENT PLUS

Parallèlement à ces changements institutionnels, on assiste également à une évolution des mentalités dans la population. Lors d'une de ses [conférences](#), [Laurent Ott](#), pédagogue, éducateur et chercheur en travail social, démontre la nécessité de créer des proximités nouvelles auprès des habitants, en regard d'une double perte de croyance, en l'action collective et en l'avenir.

La perte de croyance dans l'action collective se joue sur plusieurs niveaux :

- ➔ Disparition de la classe ouvrière, disparition des métiers comme socle d'une identité collective, remplacés par des périodes d'emplois, d'inactivité ou de chômage vécues seul ;
- ➔ Disparition de la famille comme entité collective et montée en puissance de la famille monoparentale ;
- ➔ Disparition du voisinage comme groupe d'appartenance, du quartier comme espace de vie commune entre voisins, au profit du repli domestique et des activités individuelles ;
- ➔ Disparition, dans le travail social, de l'action collective à visée émancipatrice au profit du travail d'insertion individuelle à visée intégratrice.

Pour élargir les constats, il ajoute, à propos de la précarité, la chose suivante. On distingue la pauvreté de la précarité, de la manière suivante : dans la pauvreté, on vit avec peu ; dans la précarité, on vit avec la peur et le manque de confiance. D'après Jeaan Furtos (Psychiatre), les différentes étapes de la précarisation peuvent alors se définir comme suit :

- D'abord perte de confiance en soi ;
- Puis perte de confiance dans l'autre, que celui-ci soit de la famille, du voisinage ou des institutions ;
- Enfin, perte de confiance dans l'avenir, entendu comme l'avenir immédiat : les gens se mettent à penser qu'aujourd'hui même, au cours de cette journée qui commence, rien de bien ne pourra leur arriver.

Ces évolutions mènent à des formes d'auto-exclusion de la vie sociale et redéfinissent ce qu'on peut attendre du professionnel de l'action sociale : une aptitude à créer des contextes dans lesquels les gens créent une communauté, même brève, d'habitants, des moments pour croire, de nouveau, au collectif, à la vie collective.

3. LES EPREUVES ORDINAIRES DE LA PARTICIPATION

En contrepoint de ce regard historique, il nous semble intéressant d'observer maintenant quelques-unes des difficultés ordinaires que suppose toute forme de participation. Un courant sociologique dit « [interactionniste](#) » au sens où il s'intéresse aux détails des relations entre individus (et donc aux interactions, c-a-d à toutes les formes de communication même les plus élémentaires : éviter un regard, ne rien dire en font par exemple partie) tente de décrire ce qui permet à des gens de participer à des activités sociales communes¹. Le travail d'un auteur contemporain comme Matthieu Berger² permet de comprendre ainsi la multitude d'épreuves que devra passer le candidat à la participation mais également celui qui invite à participer. Son analyse fine nous permet d'entrevoir ce que nous produisons souvent comme limites et freins, sans toujours le mesurer.

LA PERTINENCE

La pertinence de notre message pose souvent problème. Celle-ci peut prendre trois sens qui se recourent : ce que je dis « se rapporte-t-il » à mon interlocuteur ? Est-il de nature à le « concerner » ? Mérite-t-il de l' « atteindre » ? Se rapporter, concerner, atteindre étant les trois significations possibles du verbe latin *pertinere*. Ainsi, dès qu'il y a un thème, un objet spécifique d'échange, celui-ci désigne des préoccupations et parfois des connaissances relativement délimitées, qui vont être pertinentes pour certains et non pour d'autres. Il n'y aura en effet aucun début de communication si l'individu ne se sent pas partie prenante de ce dont on lui parle, sachant que l'interprétation sera fluctuante selon les individus et concernera autant le fond (l'objet de l'échange), que la forme du discours, l'apparence et l'identité de celui qui invite étant ici déterminante.

- Ce premier point nous invite à considérer la communication du point de vue du récepteur et non de l'émetteur, à s'interroger de manière systématique sur la pertinence de notre invitation et la manière dont elle sera perçue et reçue : Quelle est la proposition et qui concerne-t-elle en premier lieu ? Est-elle très précise (une activité de loisir ou un débat par exemple) ou plus vague (un moment de convivialité) ? Qui fait cette invitation et qu'est-ce que cela va changer en termes de perception (un service plus qu'un autre, des habitants eux-mêmes ?) Par quel canal (tract, affiche, porte-à porte, journal ?) Est-elle rituelle ou événementielle ?

¹ Le plus célèbre d'entre eux étant Erving Goffman.

² Mathieu Berger, « S'inviter dans l'espace public », SociologieS [En ligne], Dossiers, HospitalitéS. L'urgence politique et l'appauvrissement des concepts, mis en ligne le 13 mars 2018, consulté le 13 mars 2018. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/6865>

L'EMPLACEMENT DE LA RENCONTRE.

Les lieux dans lesquels nous proposons de nous rassembler peuvent avoir une identité forte, ce qui fabriquera des frontières « bien gardées » : une université, une salle municipale, un café, une librairie, un centre social, sont toujours « trop quelque chose » pour celui qui ne les fréquente pas : trop intellos, trop populos, trop bourgeois, trop jeunes, trop « cassos », trop vieux ... Ces lieux sont (à tort ou à raison) réservés à une catégorie de population, à l'exclusion de toutes les autres qui ne s'y identifient pas – et ne « s'y retrouvent » pas (au sens propre et figuré du terme).

L'ENCADREMENT DE LA RENCONTRE.

Entrer dans un lieu, c'est se soumettre à ses usages, à son langage, aux règles de ceux qui l'habitent et qui attendent de vous le respect d'un certain nombre de règles : lorsqu'on invite à participer, on se met en position d'organiser et d'encadrer la situation, ce qui implique « un aspect d'obligation vis-à-vis de cette institution pour le collectif rassemblé et ses participants, dont on attend qu'ils respectent un modèle de conduite approprié à l'occasion, qu'ils se tiennent dans les limites du cadre, qu'ils s'en tiennent à ce qui a été prévu, programmé ou, plus généralement, qu'ils sachent se tenir ! »

- Vouloir de la mixité sociale, culturelle et générationnelle dans un endroit précis et identifié pour ses usages ou son public est souvent compliqué. Si le lieu est une institution identifiée, le sentiment d'enfermement, d'encadrement sera plus fort. Si la proposition formelle se rapproche d'une réunion, alors les obstacles seront encore plus nombreux car on demandera au public de maîtriser les codes de l'expression, les arguments et la prise de parole en groupe. Pour ces différentes raisons, intervenir hors des institutions présente de l'intérêt. Mais la question de la perception des lieux se pose également pour certains espaces publics très « connotés » par rapport à d'autres et qui peuvent également faire fuir certains. Quoi qu'il en soit, le lieu de la rencontre et le niveau d'encadrement supposé des échanges ou de l'activité seront des facteurs prééminents en termes de mobilisation.

ACCUEILLIR LE DERANGEMENT DE L'AUTRE.

Participer c'est d'abord rejoindre, ou « venir auprès d'autres après d'autres », et se mêler à un groupe qui était déjà constitué. Outre la difficulté pour le nouvel arrivant de se sentir autorisé à se mêler à ce groupe, cela peut déboucher sur une position défensive de ceux qui

occupent déjà le terrain, « les nouveaux venants venant défaire partiellement ce qui se faisait avant leur arrivée. L'inclusion du tiers provoque initialement le dérangement, le dérèglement, la désorganisation des opérations menées jusqu'alors ». Ainsi, Matthieu Berger conclut : « Parce que sa participation suppose de rejoindre une communauté, de se mêler des affaires de celle-ci et de défaire ses usages, (...) considérant ces trois opérations qui ouvrent nécessairement la participation, on défendra ici l'idée que toute participation (réelle) promet des débordements, voire que toute participation est débordement. »

→ Ici se pose toute une série de questions relatives à l'ordre et au désordre, au sentiment de maîtrise des professionnels : dit autrement, s'il y a une participation populaire, s'il y a de la mixité d'âge et de milieux, si le moment de participation est vivant, cela signifie nécessairement des formes de débordements, qu'il faut accueillir et accompagner. Qu'il s'agisse des enfants, des adolescents ou de certains adultes, la popularité d'un temps de rassemblement collectif implique ces phénomènes. Dans un registre voisin, la présence de personnes qui ne font pas partie d'un groupe, qui n'ont pas les habitudes ou les codes vont également venir perturber les usages, les « petites habitudes ». Cette perturbation et ce débordement, s'ils peuvent occasionner des difficultés, sont paradoxalement le symptôme d'une certaine réussite.